



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

des marchés spécifiques (C.C.A.P.-MS) ayant vocation à être conclus dans le cadre du système d'acquisition dynamique ayant pour objet :

FOURNITURE DE MEDICAMENTS

Ce document fixe les règles communes aux futurs marchés spécifiques

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 9 rue des Tuiliers – 69003 LYON

Objet du marché : fourniture de médicaments

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités.....	5
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	5
1.1 Type de pouvoir adjudicateur	5
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur	6
1.3 Bénéficiaires des marchés spécifiques.....	7
1.5 Répartition des responsabilités.....	7
1.6 Litiges (hors hypothèse d'achat revente).....	8
2. Objet et périmètre du contrat.....	8
2.1 Objet du contrat.....	8
2.2 Nature et forme des marchés spécifiques	8
2.3 Périmètre géographique	8
2.4. Division en lots et classification des produits.....	9
3. Pièces constitutives du contrat	10
5. Durée du SAD et des marchés spécifiques	11
6. Obligations générales du titulaire	12
6.1 Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	12
6.2 Suivi de l'exécution des marchés	13
6.3 Alimentation du e-catalogue UniHA	14
6.4 Qualité des fournitures	14
6.5 Assurance	15
6.6 Discretion et confidentialité.....	15
6.7 Obligation relatives au travail dissimule	15
6.8 Protection des données personnelles	16
Chapitre 2 - Prix et règlements	19
7. Contenu et caractère des prix	19
7.1 Forme des prix.....	19
7.2 Contenu des prix	19
8. Modification des prix	20
8.1 Hypothèses de révisions des prix justifiées par la réglementation applicable aux médicaments	20

8.2 Offre de prix promotionnels.....	21
8.3 Remises et escomptes applicables	21
9. Avances	22
10. Modalités de règlements	22
10.1 Délais de paiement.....	22
10.2 Factures.....	23
10.3 Nantissement et cession de créance.....	25
Chapitre 4 – Passation des marchés spécifiques.....	26
11. Référencement des candidats.....	26
12. Lancement des marchés spécifiques.....	26
Chapitre 5 - Exécution	27
13. Modalités d'exécution des bons de commande	27
13.1 Commande de fournitures	27
13.2 Horaires, lieux et conditions de livraison	27
13.3 Le délai de livraison	28
13.4 DIFFICULTE DE LIVRAISON	28
13.4 DESADV	28
13.5 Bordereau de livraison	28
14. Gestion des ruptures d'approvisionnement.....	29
14.1 Obligation d'information.....	29
14.2 Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d'une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire	30
14.3 Rupture imputable au titulaire.....	30
Chapitre 6 – Constatations de l'exécution des prestations	32
15. Opérations de vérification	32
16. Vérifications quantitatives.....	32
17. Vérifications qualitatives	33
18. Clause de reprise	33
19. Admission et transfert de propriété	34
20. Garantie des fournitures	34
21. Produits soumis à la chaîne du froid.....	34
Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues	36
22. Obligation d'information	36
23. Modalités de poursuite du contrat.....	36
24.1. Modification des conditions d'exécution	36
24.2. Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire des prix	37

24.	Modalités de suspension du contrat	37
Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS		39

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

Le GCS UniHA, en sa qualité de centrale d'achat, est le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique.

Les pouvoirs adjudicateurs des marchés spécifiques sont soit les établissements mandatés par l'assemblée générale d'UniHA pour chaque segment, soit le GCS UniHA. L'identification du pouvoir adjudicateur sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique selon la répartition indicative suivante :

Segments	Pouvoir adjudicateur	Coordonnateur du segment
Médicaments des systèmes cardiovasculaire, digestif, du métabolisme, antithrombotiques et antihémorragiques	GCS UniHA	Audric DARRAS Pharmacien Coordonnateur Nolwenn MAZIN, Pharmacien Acheteur
Médicaments des organes sensoriels	GCS UniHA OU Le Centre Hospitalier Universitaire de TOULOUSE	Hôtel-Dieu - 2 Rue Viguerie- TSA 80035 31059 Toulouse Cedex 9 Tel : 05 61 77 84 33 Fax : 05 61 77 85 16 Darras.a@chu-toulouse.fr

Médicaments anti-infectieux		
Médicaments hormones systémiques et sexuelles, muscles et squelette apparentes, système génito-urinaires, antidotes et produits de diagnostic	GCS UniHA OU Le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux	Françoise PETITEAU-MOREAU Pharmacien Coordonnateur Caroline HADJADJ, Pharmacien Acheteur
Médicaments antinéoplasiques, immunomodulateurs, facteurs de croissance hématopoïétiques, immunosuppresseurs	GCS UniHA	Antoine DECOUCY, Pharmacien Acheteur
Médicaments dermatologiques, antiseptiques et du système respiratoire	GCS UniHA OU Les hospices civils de Lyon	Véronique BARDEY, Pharmacien coordonnateur Cécile VISENT Pharmacien acheteur Pauline BLONDEL Pharmacien acheteur
Médicaments du système nerveux	GCS UniHA OU CHU de Lille	Isabelle WALBECQ Pharmacien coordonnateur Clarisse CUAZ PEROLIN Pharmacien acheteur Emilie BAUDE Pharmacien acheteur

Par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG FCS, les établissements bénéficiaires des marchés spécifiques (les adhérents UniHA) ont la qualité d'acheteur pour l'exécution des prestations : ils notifient les bons de commande auprès des titulaires l'article 3.7.1 du CCAG FCS et paient les prestations auprès du titulaire.

1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur en charge de la procédure de passation du SAD est :

GCS UniHA

9 rue des Tuilliers – 69003 Lyon

Les coordonnées des pouvoirs adjudicateurs pour le lancement des marchés spécifiques seront précisées lors de leur passation.

1.3 BENEFICIAIRES DES MARCHES SPECIFIQUES

Les établissements adhérents bénéficiaires potentiels des marchés spécifiques issus du présent Système d'acquisition dynamique sont les membres d'UniHA.

Les bénéficiaires de chaque marché spécifique seront les adhérents du GCS UniHA identifiés dans chaque marché spécifique.

Les marchés spécifiques ne peuvent en revanche être mis à disposition que des seuls adhérents de la centrale d'achat identifiés au moment du lancement de chaque marché spécifique.

Le GCS UniHA pourra également être le bénéficiaire des marchés spécifiques dans le cadre d'une modalité d'achat-revente.

1.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives de l'établissement coordonnateur au stade du marché spécifique et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit (hors situation d'achat-revente).

	Coordonnateur	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement du marché spécifique et accompagnement de sa mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification du marché spécifique et de ses avenants, Résiliation du marché spécifique	X	
Envoi des bons de commande		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting et d'exécution globale)	X (pénalités d'exécution individuelle)
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation	X	

des marchés spécifiques, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché spécifique		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

1.6 LITIGES (HORS HYPOTHESE D'ACHAT REVENTE)

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commandes relèveront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires de la prestation objet du marché.

Les litiges concernant l'accord-cadre lui-même relèveront du Tribunal administratif du ressort de l'établissement coordonnateur du marché spécifique.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le marché a pour objet la fourniture de médicaments des aires thérapeutiques identifiés dans l'annexe 1 du CCTP du présent SAD (et le cas échéant, des dispositifs médicaux équivalents répondants aux mêmes exigences techniques) pour le compte des établissements adhérents à UniHA.

2.2 NATURE ET FORME DES MARCHES SPECIFIQUES

Chaque marché spécifique sera un accord-cadre à bons de commandes avec ou sans minimum et avec un volume maximum.

Ces volumes seront déterminés dans chaque marché spécifique.

Les quantités annoncées dans l'annexe 1 du CCTP correspondent aux volumes estimés.

2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre de livraison sera précisé lors de chaque marché spécifique.

La liste des établissements membres de UniHA est jointe à titre indicatif en annexe 1 du CCAP. Elle est susceptible d'évoluer en cours de SAD.

2.4. DIVISION EN LOTS ET CLASSIFICATION DES PRODUITS

Les marchés spécifiques seront allotés. Le détail de l'allotissement sera précisé dans chaque marché spécifique, en conformité avec la liste des aires thérapeutiques identifiées en annexe 1 du CCTP.

Chaque lot sera identifié selon une classification A/B/C, cette classification pouvant évoluer selon les marchés spécifiques : la classification d'un produit pour un marché spécifique ne préjuge pas de sa classification pour un autre marché spécifique.

Chacune de ces classes pourra donner lieu à des critères de choix et pondérations, conditions de marché (durée, multi-attribution...) et clauses d'exécution spécifiques, et notamment :

Pour les classes A : Lots à enjeu de sécurité d'approvisionnement

- Durée initiale indicative de 2 ans (précisée dans chaque MS).
- Possibilité de multi-attribution par lot selon une répartition géographique ou volumétrique et sous réserve du respect d'un certain nombre d'exigences permettant de garantir l'équilibre nécessaire entre la sécurité d'approvisionnement et la cohérence de l'offre UniHA au bénéfice de l'ensemble de ses adhérents.

Dans cette hypothèse de multi-attribution, en cas de défaillance de l'un des deux titulaires d'un lot multi-attributaire, sur demande expresse du coordonnateur, le second titulaire, , dans la limite d'un volume de « dépannage » déterminé dans chaque marché spécifique, suppléera le titulaire défaillant aux mêmes conditions ~~de marché~~ d'offre que ~~sur~~ la zone ou le volume qui lui a été attribuée et, dans cette limite, ~~dans cette condition~~ sans possibilité pour l'établissement de mettre œuvre la clause d'exécution aux frais et risques. Si le second titulaire n'est plus en capacité d'assurer la suppléance, les établissements pourront recourir à un opérateur tiers au marché et appliquer la clause d'exécution au frais et risques.

- Afin de préserver la sécurité d'approvisionnement, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de limiter le nombre de lots susceptibles d'être attribués à un même candidat sur le fondement de l'article L2113-10 du code de la commande publique.
- Les informations contenues dans le Plan de Gestion de Pénurie, telles que mentionnées dans les dernières lignes directrices de l'ANSM pourront être exigées.
- La décomposition des étapes de la chaîne d'approvisionnement (de la matière première jusqu'au stockage du produit fini) du médicament pourra être exigée.
- Possibilité d'exonération de pénalités sous certaines conditions

Pour les Classe B : Lots à enjeu économique

- Durée initiale indicative de 2 ans (précisée dans chaque MS).
- Possibilité d'une multi-attribution en cascade (2 attributaires)

Dans cette hypothèse de multi-attribution, les candidats seront invités à remettre une offre de rang 1 (titulaire principal), ainsi qu'une offre de rang 2 (titulaire de substitution ou « dépannage », en cas de défaillance du titulaire de rang 1).

Le titulaire de rang 2 sera sollicité en cas de défaillance de l'attributaire de rang 1. L'exécution du marché par le titulaire du rang 2 s'effectuera aux frais et risques du titulaire de rang 1.

Pour les Classe C : Autres lots

- Durée initiale indicative de 1 an (précisée dans chaque MS).
- Possibilité de multi-attribution en cascade (2 attributaires)

Dans cette hypothèse de multi-attribution, les candidats seront invités à remettre une offre de rang 1 (titulaire principal), ainsi qu'une offre de rang 2 (titulaire de substitution ou « dépannage », en cas de défaillance du titulaire de rang 1).

Le titulaire de rang 2 sera sollicité en cas de défaillance de l'attributaire de rang 1. L'exécution du marché par le titulaire du rang 2 s'effectuera aux frais et risques du titulaire de rang 1.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives de chaque marché spécifique sont les suivantes :

- **La lettre de notification (le cas échéant)**
- **L'acte d'engagement et ses annexes :**
 - o Annexe 1 : Annexe financière
 - o Annexe 2 : Fiche prestations du fournisseur et conditions commerciales
 - o Annexe 3 : le Relevé d'Identité Bancaire
 - o Annexe 3 : Mise au point du marché
 - o Annexe 4 : Certificat de cessibilité
 - o Annexe 5 : Liste des comptables assignataires
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes**
- Le **cahier des clauses particulières** propre à chaque marché spécifique en tant qu'il complète le présent CCAP ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe éventuellement complétée à chaque marché spécifique**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- **L'offre technique du titulaire**

- **Tout document technique officiel (type RCP)**

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives de l'établissement coordonnateur font seuls foi.

5. DUREE DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES

La durée du Système d'Acquisition Dynamique court à compter de sa publication.

Le Système d'Acquisition Dynamique est mis en place pour une durée de 10 ans. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

La durée du marché spécifique sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique et selon la classification des produits évoquée à l'article 2.4 du présent CCAP.

Les bons de commande pourront être émis par les établissements bénéficiaires de chaque marché spécifique pendant toute la durée de validité de ce dernier.

6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1.1. MODIFICATIONS N'ENTRAINANT PAS DE CESSION DU MARCHE

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le coordonnateur du marché spécifique de tout changement qui se rapporte :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à un changement de coordonnées bancaires (RIB)
- La cession d'une ou de différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier, certificat administratif ou avenant selon la modification concernée.

Concernant les changements de coordonnées bancaires, le coordonnateur acceptera la modification de RIB après s'être assuré par tous moyens de la validité du nouveau RIB.

6.1.2. CESSION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire à satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification délivré par l'INSEE ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où l'exploitation d'une spécialité est transférée à une autre entreprise pharmaceutique, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU MARCHE SPECIFIQUE

Le coordonnateur se réserve le droit de demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché spécifique, ce pour l'ensemble des adhérents du groupement ou par adhérents. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

6.2.2 REPORTING UNIHA

Chaque titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2019 - 30/06/2019 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

6.3 ALIMENTATION DU E-CATALOGUE UNIHA

Afin de d'alimenter le e-catalogue UNIHA, et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque marché, les titulaires des marchés spécifiques devront fournir un fichier transmis par le pouvoir adjudicateur au moment de l'attribution, complété avec les photos des produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 90 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

En cas d'avenant, le titulaire devra renvoyer l'annexe susvisée du CCAP modifiée par l'effet de l'avenant dans un délai de 15 jours à compter de la signature de l'avenant.

6.4 QUALITE DES FOURNITURES

Les fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 du CCTP, ainsi que dans les documents techniques de chaque marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que les fournitures livrées en cours d'exécution soient identiques à celles proposées dans son offre.

6.5 ASSURANCE

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L.1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à le garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation établissant l'étendue de la responsabilité couverte, sur demande du coordonnateur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.6 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des marchés spécifiques.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.7 OBLIGATION RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

A compter de la notification du marché spécifique, le titulaire est tenu de fournir à UniHA tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le coordonnateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG FCS, les stipulations suivantes sont applicables aux marchés spécifiques :

6.7.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte d'UniHA, du coordonnateur et des établissements bénéficiaires du marché les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne **le titulaire du marché**.

L'expression « le responsable du traitement » est :

- **Le GCS UniHA** pour le traitement des données à caractère personnel concernant les obligations de reporting précisées à l'article 6.2.2 du présent CCAP et les obligations du coordonnateur définies à l'article 1.5 du présent CCAP ;
- **L'établissement bénéficiaire** pour l'exécution des prestations objet du marché

Il est rappelé que la qualité de responsable de traitement de l'établissement coordonnateur, de UniHA ou des établissements bénéficiaires résultant de leur qualité de pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle au statut de responsable de traitement du titulaire du marché pour l'exercice de ses missions.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

6.7.2 FINALITES DU TRAITEMENT ET DONNEES TRAITEES

Chaque titulaire de l'accord-cadre est autorisé à traiter, pour le compte des responsables de traitement visés à l'article 6.7.1, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Les finalités du traitement **pour le compte du GCS UniHA** sont :

- la récupération harmonisée des données des titulaires de marché en vue de mesurer les consommations réelles des membres UniHA sur les marchés, afin de mesurer le besoin et de permettre une facturation à l'usage, conformément à la politique de tarification du GCS UniHA.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de UniHA en charge du suivi du présent accord-cadre (acheteurs, Direction générale, contrôle de gestion, service juridique, centrale d'achat) et des responsables des établissements adhérents du GCS UniHA en charge du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour **les établissements bénéficiaires**, les finalités du traitement sont la livraison des fournitures objet du marché, la facturation des prestations objet du marché, les réclamations liées à l'exécution du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont les coordonnées et fonctions des personnes en charge de l'exécution des prestations du marché spécifique.

6.7.3 DUREE DU TRAITEMENT

La durée du traitement est celle liée à la durée d'exécution des différentes prestations de l'accord-cadre.

6.7.4 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris

des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

6.7.5 DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

- florence.burin@uniha.org pour le coordonnateur et le GCS UniHA
- Le DPO de l'établissement bénéficiaire pour ce dernier

6.7.6 VIOLATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le sous-traitant notifie sous 36 heures calendaires maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

6.7.7 FIN DU CONTRAT

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

6.7.8 CLAUSE DE REEXAMEN DU DISPOSITIF RGPD

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

Chapitre 2 - Prix et règlements

7. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

7.1 FORME DES PRIX

Chaque marché spécifique est conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux du contrat figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix, sont établis à la date de remise des offres.

Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

La forme des prix (fermes ou révisables) et, le cas échéant, la formule de révision, seront précisées dans le marché spécifique.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures/ de l'exécution des prestations sauf dispositions réglementaires contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés spécifiques est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

7.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Pour les DROM-COM, les prix sont proposés par le titulaire en FCA (Free Carrier).

8. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant. La signature de l'offre de prix révisée par les deux parties vaut accord et application à la date de prise d'effet acceptée par le pouvoir adjudicateur du marché spécifique.

Les marchés spécifiques pourront compléter les dispositions du présent article selon que les prix sont fermes ou révisables.

8.1 HYPOTHESES DE REVISIONS DES PRIX JUSTIFIEES PAR LA REGLEMENTATION APPLICABLE AUX MEDICAMENTS

Les prix du marché sont réglementairement ou conventionnellement modifiés à tout moment à la baisse :

- en cas de modification des prix des médicaments rétrocédables (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou inscrits à la liste des médicaments ou dispositifs médicaux pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation, l'offre de l'opérateur économique sera révisée à la baisse.

Le prix applicable sera le prix de cession ou tarif de responsabilité, au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.

- en cas de variation des prix fixés par convention conclue entre le CEPS et les entreprises exploitant des médicaments, le prix applicable sera le prix fabricant hors taxe publié (PFHT), sauf avis contraire du laboratoire notifié au plus tard le jour de publication du nouveau prix au journal officiel et dans la limite du prix pharmacien hors taxe.

Cette baisse s'applique à la date de parution au Journal Officiel sauf information contraire figurant sur le Journal Officiel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée, au plus tard le jour de parution de l'avis au JO, ses nouveaux prix. Il transmet à cet effet :

- L'avis du JO relatif aux prix CEPS
- Le nouveau prix

Si le Titulaire omet d'informer l'Interlocuteur d'une diminution du tarif CEPS, le Titulaire est tenu de procéder à un rattrapage de la baisse de prix et cela depuis la date d'application officielle de cette baisse.

Remboursement de l'écart entre le prix d'achat et le prix de cession ou tarif de responsabilité lors de la publication du prix fixé par le CEPS :

Le titulaire s'engage à rembourser (avoir ou titre de recettes), à chaque établissement adhérent qui en fait la demande, l'écart de la valeur du stock entre le prix marché et le nouveau prix CEPS publié au JO, pour tous les produits en stock à la date de publication au JO.

La demande du pharmacien de la PUI doit se faire dans un délai de 6 mois suivant la publication du nouveau prix CEPS au JO.

Ce remboursement se fait sur la base de la déclaration sur l'honneur du pharmacien de la PUI de l'établissement adhérent.

En cas d'augmentation du prix publié au JO, l'offre de l'opérateur économique, révisions comprises, restera le prix de référence.

8.2 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au coordonnateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

8.3 REMISES ET ESCOMPTE APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque adhérent les remises proposées dans son offre.

Le Titulaire adresse au coordonnateur, à date anniversaire du marché, un récapitulatif exhaustif des sommes à percevoir pour chacun des établissements bénéficiaires.

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

9. AVANCES

Option B du CCAG FCS : une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance.

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement bénéficiaire s'engage à en informer UniHA en lui transmettant l'avenant.

10. MODALITES DE REGLEMENTS

10.1 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

10.2 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

- ⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

10.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Dans le cadre des marchés spécifiques à bons de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché spécifique. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du coordonnateur du marché spécifique ;
- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique **de chaque bon de commande**. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès de chaque établissement adhérent bénéficiaire du marché spécifique.

Chapitre 4 – Passation des marchés spécifiques

11. REFERENCEMENT DES CANDIDATS

Seuls les candidats préalablement admis au sein du Système d'acquisition dynamique seront destinataires des invitations à remettre une offre lors de la publication des marchés spécifiques.

12. LANCEMENT DES MARCHES SPECIFIQUES

Les marchés spécifiques seront lancés par le GCS UniHA ou par l'un de ses membres visé à l'article 1.1 du présent CCAP.

A la survenance d'un besoin, tous les candidats admis dans le Système d'acquisition dynamique sont invités simultanément et par écrit à remettre une offre.

L'envoi de l'invitation à soumissionner est adressé via le Profil acheteur de l'établissement coordonnateur du marché spécifique.

La lettre d'invitation à soumissionner précisera :

- les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation
- la composition du dossier de consultation ;
- les bénéficiaires des marchés spécifiques et l'estimation des besoins (quantités estimées et les volumes maximum attendus pour chaque marché spécifique) ;
- les modalités de remise des offres ;
- les critères de choix des offres et leurs pondérations

Le dossier de consultation du marché spécifique comprendra notamment un cahier des clauses particulières du marché spécifique visant à compléter le présent CCAP notamment sur les éléments suivants :

- la durée du marché spécifique ;
- le périmètre du marché spécifique, son allotissement, les modalités d'organisation de la multi-attribution le cas échéant et la classification des produits objet du marché spécifique conformément à l'article 2.4 du présent CCAP ;
- la forme des prix (ferme ou révisable) et le cas échéant les formules de révision ;
- les pénalités, les motifs de résiliation et les modalités d'exécution aux frais et risques ;
- les opérations de vérification des opérations quantitatives et qualitatives

Chapitre 5 - Exécution

Sous réserve des dispositions particulières des marchés spécifiques, les présentes clauses s'appliquent à chaque marché spécifique.

13. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

13.1 COMMANDE DE FOURNITURES

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- la quantité à livrer,
- la désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- la date de livraison souhaitée,
- l'adresse et le lieu de livraison,
- le montant TTC du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de la commande,
- le prix net unitaire HT.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement le coordonnateur du marché spécifique et l'ensemble des établissements bénéficiaires en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

13.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

13.3 LE DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison maximum pour toute commande non spécifiée urgente est de 5 jours à partir de la date d'envoi de la commande au fournisseur.

Pour les DROM-COM, les délais de livraison sont à comprendre entre la date d'arrivée de la commande et la date de livraison au transitaire.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

13.4 DIFFICULTE DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement adhérent.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

13.4 DESADV

Il est souhaité la mise à disposition du DESADV (despatch advice – avis d'expédition) en anticipation de la livraison avec le numéro de lot et la préemption.

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre des codes agrégés ou consolidés, les modalités de livraison devront être conformes aux dispositions du CCTP.

13.5 BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- le nom du titulaire,

- la date de livraison,
- l’objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- le numéro de l’accord-cadre,
- la quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- la référence du bon de commande,
- le lieu de livraison,
- le numéro de lot ou de série, si possible,
- le nombre de colis et le poids de chacun d’eux.

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord du pharmacien gérant de la PUI, de l’approvisionnement ou des pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Auquel cas, il pourrait être transmis par mail aux personnes concernées.

14. GESTION DES RUPTURES D’APPROVISIONNEMENT

14.1 OBLIGATION D’INFORMATION

En cas de rupture d’approvisionnement du produit objet du marché, et quelle qu’en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit l’établissement coordonnateur sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d’approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture.

Le coordonnateur apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l’exécution du marché.

14.2 RUPTURE CONSECUTIVE A UNE EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION OU A UNE DECISION D'UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE ET SANITAIRE ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

14.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

Le coordonnateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour pallier cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit.

Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché (disposant de l'AMM en France ou à l'étranger en cas d'importation autorisée par l'ANSM). Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable de l'établissement coordonnateur. Cet accord préalable, daté et signé par le coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au chapitre 6 ne s'appliquent.

14.4.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par l'établissement coordonnateur, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général.

14.3 RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE

14.3.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de de rupture d'approvisionnement imputable au titulaire, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, y compris répondant aux critères définis à l'article 14.2.1, et chaque établissement bénéficiaire peut, après accord de l'établissement coordonnateur, exécuter le marché aux frais et risques du titulaire jusqu'à la reprise des livraisons, sauf disposition particulière contraire du marché spécifique en rapport notamment avec les règles de multi-attribution et de classification des produits.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités définies à l'article 21.1 du présent CCAP.

14.3.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 2 mois, le marché pourra être résilié pour faute, et aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable d'un mois.

Chapitre 6 – Constatations de l'exécution des prestations

15. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par chaque établissement adhérent et pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ou approfondies ont pour but de constater que les prestations exécutées ou produits livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le cahier des charges et l'offre technique du titulaire.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement adhérent par les agents désignés à cet effet.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-F.C.S, l'établissement adhérent n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

16. VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, ces vérifications sont effectuées dans un délai minimum de 3 jours ouvrés à compter de la livraison.

Les marchés spécifiques peuvent prévoir des dispositions particulières concernant les opérations de vérification quantitatives.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, l'établissement adhérent peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

17. VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits notamment la qualité du produit qui peut être effectuée en laboratoire, le conditionnement et l'étiquetage du produit, sa durée de validité.

Les marchés spécifiques peuvent prévoir des dispositions particulières concernant les opérations de vérification qualitative.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

18. CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'adhérent sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un événement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, pour résiliation, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire de l'accord-cadre.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

Reprise des médicaments rétrocédables : si un médicament inscrit sur la liste des médicaments rétrocédables passe sur la liste des médicaments remboursables, en cours de contrat, avec un circuit exclusif de dispensation en pharmacie de ville ; les stocks de la PUI à la date de parution de l'arrêté

d'inscription du médicament sur la liste des médicaments remboursables sont, à la demande de la PUI, repris par le titulaire, y compris pour les produits de la chaîne du froid.

Un avoir/titre de recette correspondant aux stocks repris sera émis par le titulaire/l'établissement bénéficiaire dans le délai d'un mois à compter de son émission.

19.ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque adhérent est réalisé par l'admission, sous réserve des vices cachés.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 3 jours ouvrés à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

20.GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception.

Le délai de garantie minimum à réception sera précisé dans le CCAP de chaque marché spécifique. Par défaut, ce délai de garantie ne pourra être inférieur à un an.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

21.PRODUITS SOUMIS A LA CHAINE DU FROID

Produits à conserver entre 2°C et 8°C et produits congelés

Les produits doivent être livrés dans des colis ne contenant que des produits ayant les mêmes modalités de conservation et portant de manière évidente une étiquette signalétique spécifique des produits froids.

L'étiquetage des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit être différencié de celui des produits congelés ; il doit dans les deux cas être rédigé en langue française.

Les moyens et les conditions de transport choisis doivent permettre d'assurer la conservation des conditions de température jusqu'à la livraison au lieu de réception.

La préparation des commandes et l'expédition des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit respecter les recommandations du Conseil de l'Ordre des Pharmaciens relatives aux bonnes pratiques de gestion des produits de santé soumis à la chaîne du froid (version mai 2006), notamment :

- le fournisseur doit apporter le justificatif que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception,
- le type de transport utilisé (transport à température dirigée et contrôlée ou transport à température non maîtrisée nécessitant l'emploi de dispositifs isothermes validés) doit être précisé.

De plus, pour les DROM-COM pour les produits à conservation à température dirigée, le titulaire devra mettre à disposition un enregistreur de température pour chaque colis et un contenant qualifié pour maintien de la température pendant la durée du transport et au moins 96h.

Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues

22. OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer le GCS UniHA dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

23. MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

24.1. MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;
- d'une demande de UniHA de rationaliser les commandes des membres de UniHA afin d'assurer un minimum de livraison pour chaque établissement.

Pour chaque marché, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque marché.

24.2. INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX

Pour chaque marché, le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 6 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni à UniHA ni à ses membres : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par UniHA ou l'établissement coordonnateur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

24. MODALITES DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le GCS UniHA peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Définition de l'acheteur
3.7.1	Bons de commande
28.1	Délai des opérations de vérification